Rencontres économiques IGPDE
11 Décembre 2012

L'ajustement des déséquilibres en zone euro

Grèce : rester un État membre, à quel prix ?

par Athanase Contargyris (thanos@dialogos.net)

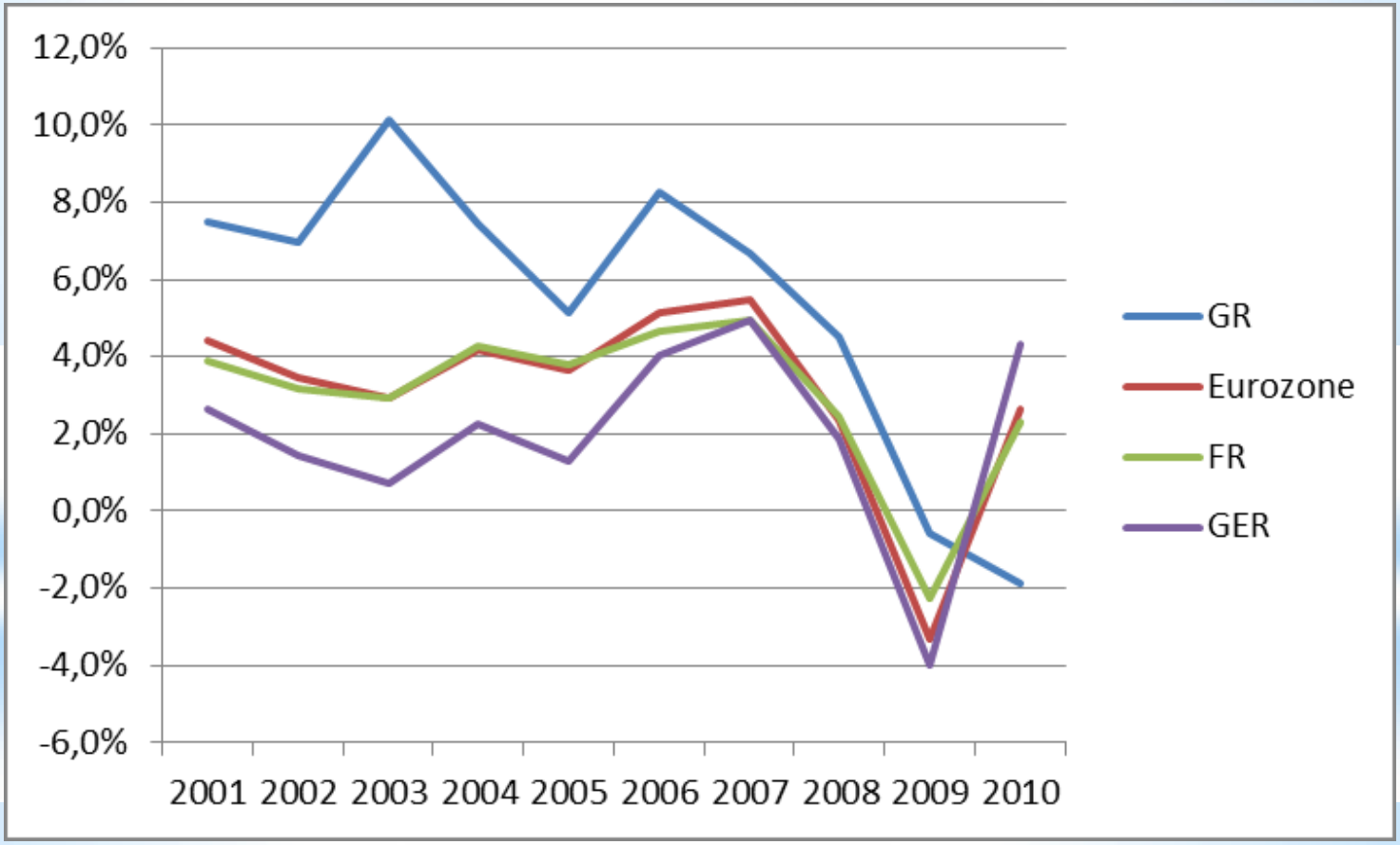
Membre fondateur, en Grèce de

% ATTAC

– Association pour la Taxation des Transaction et l'Aide aux Citoyens -

Grèce: de la croissance … à la crise

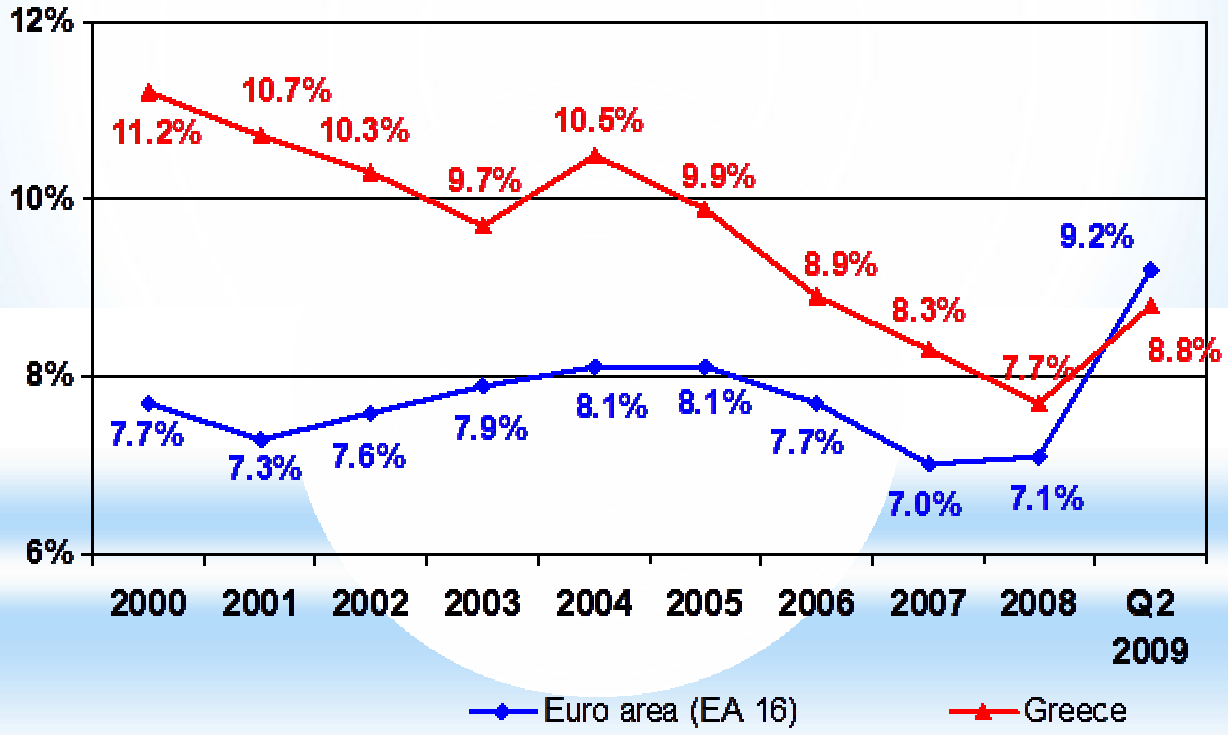
Une forte croissance…jusqu'en 2008



Evolution du PIB à prix courants - source OCDE -

Grèce: de la croissance … à la crise

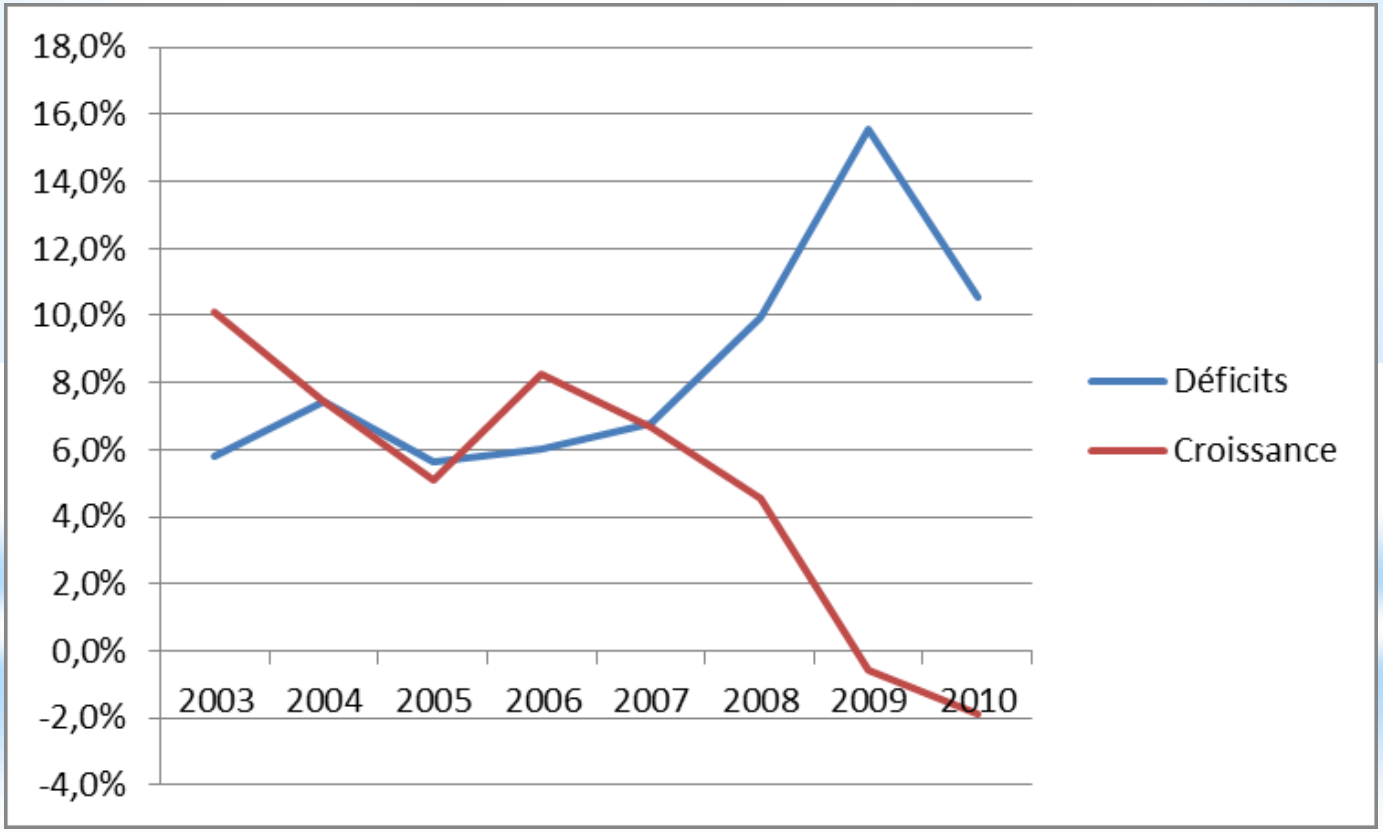
Une croissance bénéfique pour l'emploi…



Unemployment Rate (%, annual average) - source Eurostat -

Grèce: de la croissance … à la crise

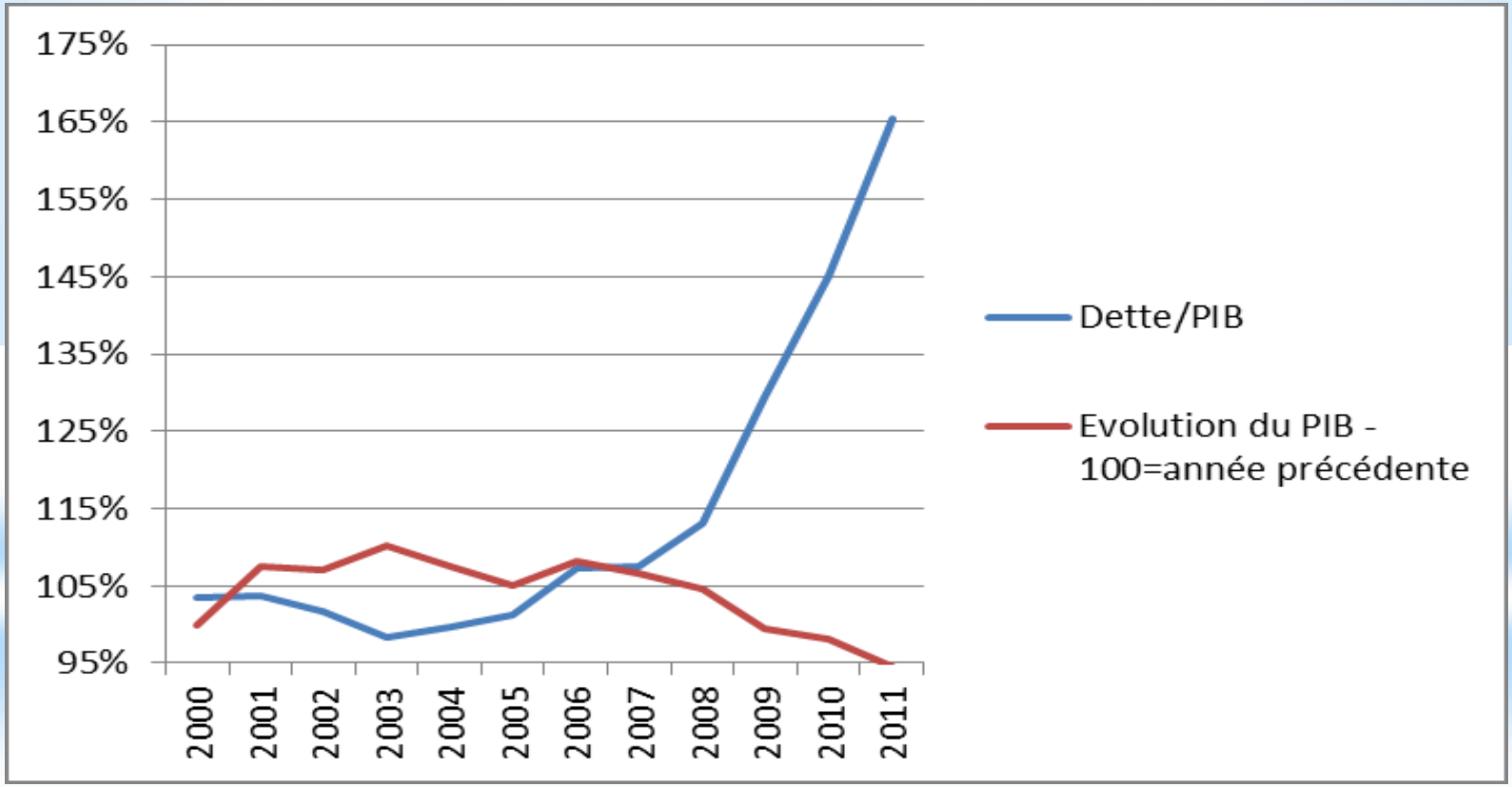
Des déficits < à la croissance…jusqu'en 2007



Déficits annuels et croissance PIB - source Eurostat -

Grèce: de la croissance … à la crise

Une dette élevée stabilisée…jusqu'en 2007



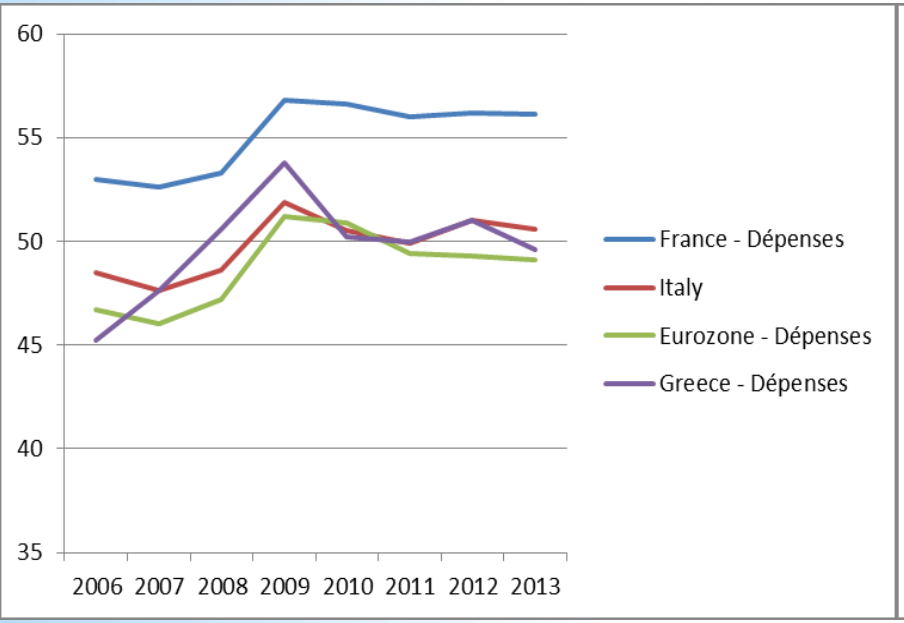
Dette / PIB et croissance PIB - sources Eurostat et FMI

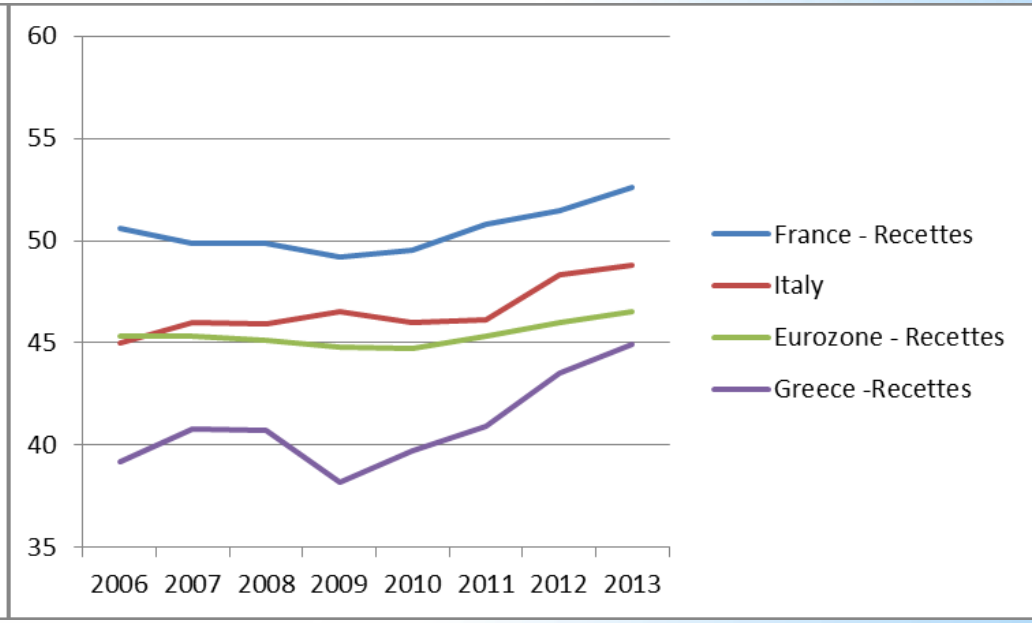
Origines de la crise grecque

Des problèmes structurels des finances publiques

Des dépenses un peu plus élevées mais peu efficaces (bureaucratie, effectifs pléthoriques , corruption)
Dépenses militaires excessives (4%)

Mais surtout des recettes trop faibles
Parts des impôts directs faibles=40%
Economie parallèle estimée à 30% due à un % d'auto-employés fort



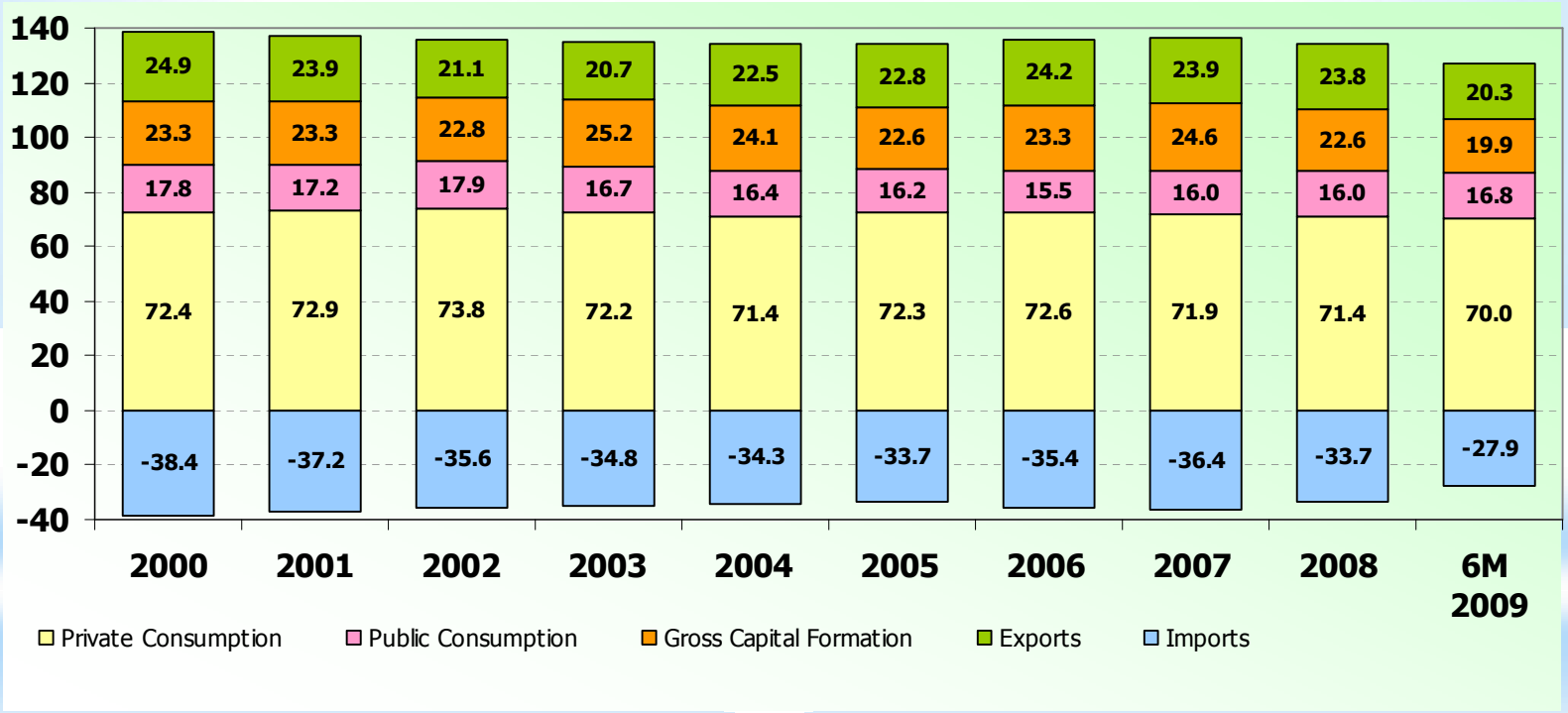


Source FMI Fiscal Monitor Octobre 2012

Origines de la crise grecque

Des problèmes structurels de l'économie

Structure du PIB: Source: National Statistical Service of Greece



Surconsommation privée, importations excessives, exportations faibles

Faible industrie (13%) – Fort Secteur Tourisme/Commerce/Transport (37%)

Faible compétitivité due à fort taux d'auto-employés- Petites structures - Coûts bureaucratie, corruption, éloignement géographique du « Centre »

Le traitement de la crise grecque

Des financements et des plans qui se succèdent…sans succès
Des mesures souvent trop tardives et insuffisantes

Sept 2009: Déclanchement de la crise; l'Europe s'esquive
Mai 2010: 1er Memo (130 Mds de prêts) - 1er plan d'austérité
Juin 2011: 2nd plan d'austérité (« ajustement »)
Décembre 2011: 1er PSI (100 Mds) et 2nd Memo (110 Mds)
Février 2012: 3ème plan d'austérité (2nd Memo)
Novembre 2012: 4ème plan d'austérité (MTFS)
Décembre 2012: Réformes fiscales
Décembre 2012: 2nd PSI (20 Mds) et déblocage « dose »

Endettement public: passe de 129% (2009) à 169% (2012)

L'effort consenti par la Troïka

Des prêts importants pour consolider la dette… en la passant du privé au public

PRETS OFFERTS	UE	FMI	TOTAL	Usage	Remarques
Mai 2010	14,5	5,5	20		Total du 1er Plan:110 Milliards
Septembre 2010	6,5	2,5	9		
Janv 2010	6,5	2,5	9		
Mars 2011	10,9	4,1	15		
Juillet 2011	8,7	3,3	12		
Decembre 2011	5,8	2,2	8		Total des versements au titre du 1er Plan: 67 Mrds
Mars 2012	40,5	1,6	42,1	36,2	1er PSI-100 Mrds (Gain net après recapitalisation 50)
Avril 2012	28,3		28,3	25	Recapitalisation des banques grecques
Mai 2012	4,2		4,2		
Juin 2012	1		1		
DECEMBRE 2012			31,5	10	2nd PSI-20 Mrds (Gain net après recapitalisation 10)
				20	Recapitalisation des banques grecques
	126,9	21,7	180,1		
RESTE			59,9	35	Offerts en garantie collatérale par le EFSF à la BCE
TOTAL			240		

L'effort consenti par la Troïka

N'est pas gratuit pour la Grèce…
Malgré les « remises » obtenues fin 2012, qui n'excèdent pas 23 Mrds sur 5 ans

DETTES GRECQUE FIN 2012 détenues par intérêts publics	Valeur officielle	Taux intérêt initial	Après "remise" de Nov.2012	Prix d'achat "offert" Nov.2012	"Gain" sur 5 ans
Obligations grecques détenues par des banques centrales	45	5%	***5%***	34	11,00
Prêts bilatéraux M1	53	3%	***2,50%***	53	1,33
EFSF	74	4%	***3,90%***	74	0,37
FMI	22	4%	***4%***	22	0
TOTAL	**194**			**183**	**12,70**
Dette détenue par autres - avant PSI 2	110			110	
PSI 2 - Tr1 (30 acquis à 20)				-20	20
PSI 2 - Tr1 (Recapitalisation Banques grecques 17,5/30)				10	-10
DETTE ETAT GREC TOTALE	**304**			**283**	**22,70**

Le coût du traitement pour la Grèce

Des mesures de choc sur les comptes publics

	Déficit	(1) Var déficit	(1) Var Intérêts	(1) Mesures antérieures	Mesures Nov 2102	Total MESURES	Dépenses primaires	Mesures/ Dépenses	PIB	Mesures/ PIB	Var PIB
2009	**36624**	5681	894	-19074		-19074	112700	-16,9%	231600		
2010	**24125**	10592	1964	-16680		-16680	101100	-16,5%	222200	-7,5%	-4,1%
2011	**20001**	10020	-2032	-13191		-13191	93000	-14,2%	208500	-6,3%	-6,2%
2012	**14798**	3572	211	-1584	-9200	-10784	88000	-12,3%	195000	-5,5%	-6,5%
2013	**7797**	1376	749	-3064	-4300	-7364	80100	-9,2%	184500	-4,0%	-5,4%
2014	**2558**								185000		
TOTAL				**-53593**	**-13500**	**-67093**	112700	**-59,5%**		**-29,0%**	**-20,1%**

(1) Source: Ecfin Report Mars 2012

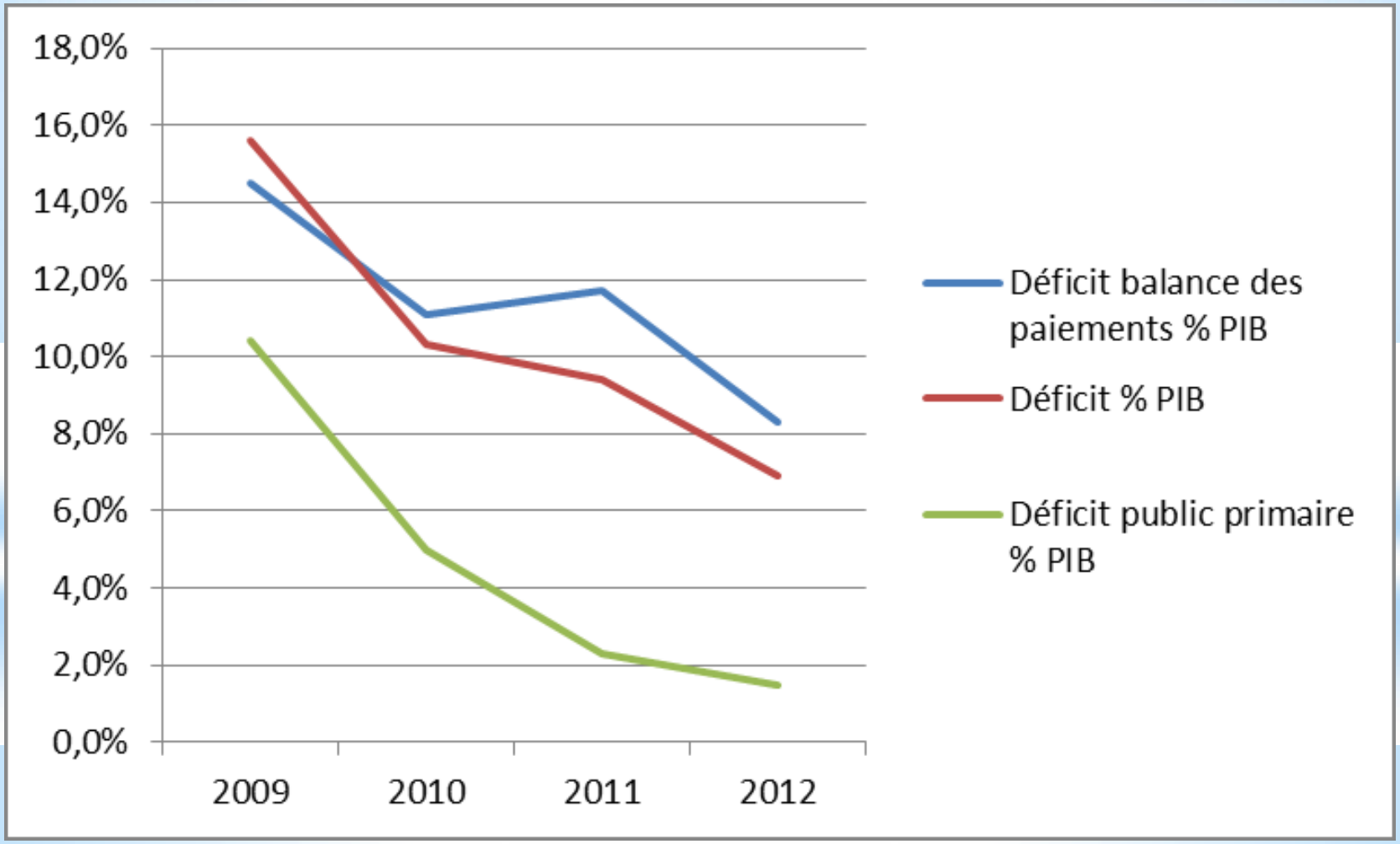
Source autres: EC 2nd Ajustement Plan - Novembre 2012 / Mesures supplémentaires de 5 Mrds en 2015-16 non incluses

Des mesures de dévaluation interne pour le privé: réduction du SMIC de 22% (et 33% pour les jeunes), Suppression des conventions collectives…

Effes de la Dévaluation interne	2012	2011	2012	2013	Cumulé
Demande intérieure	-7,10%	-6,00%	-4,20%	0,60%	**-15,8%**
Coût unitaire M.O.	-2,40%	-8,70%	-5,00%	-0,40%	**-15,7%**
Salaires du privé/tête	0,40%	-4,00%	-9,70%	-10,60%	**-22,2%**

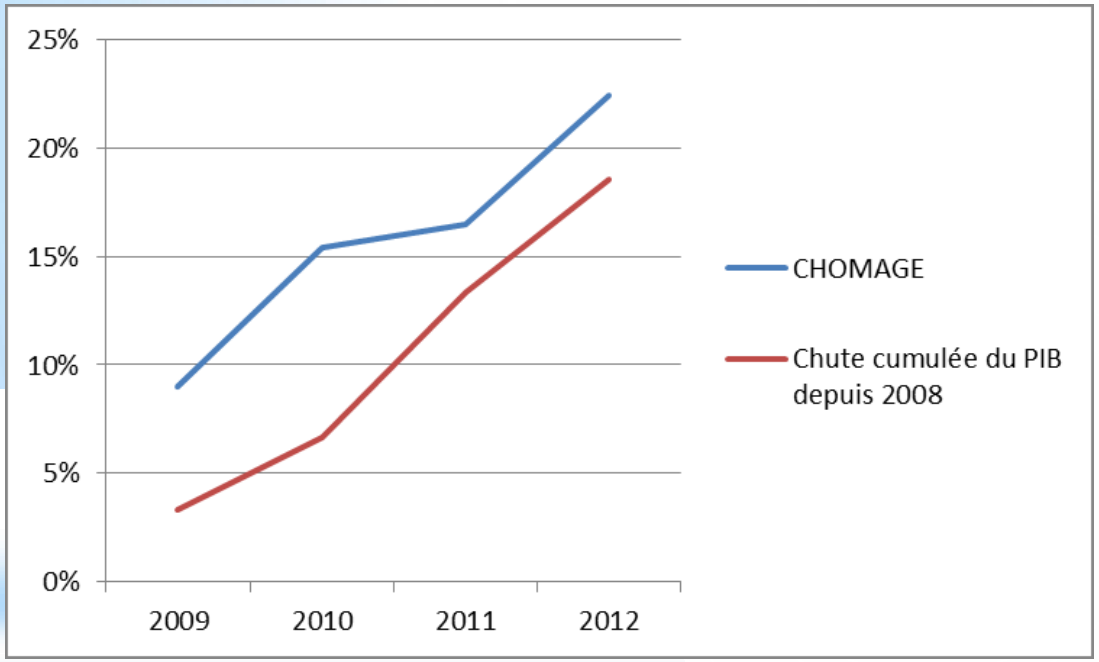
Le traitement de la crise grecque

Les résultats positifs du traitement



Les effets collatéraux du traitement

Le traitement est en train de tuer le malade…



Effets sociaux:
-Le **chômage des jeunes** dépasse **50%**
-Le **revenu disponible moyen** a baissé de **22,7%** entre 2010 et 2011 pour atteindre 13167 euros/an (Allemagne: 23690)
-Le % de la population sous le **seuil de pauvreté** a atteint **21,4%** en 2011 et devrait atteindre **31%** en 2012
-Le **travail au noir** atteint **30%** en 2011
-**68.000 entreprises ont fermé**

Effets politiques:
-Le PASOK, jugé responsable de cette politique, s'est effondré de 44% en 2009 il est estimé à 5%
-Le SYRIZA, passe de 4,6% en 2009 à 27%
-La droite d'opposition de 0% à 8%
-L'extrême droite passe de 5% à 7% et monte…

Enfin le cœur de la coalition au pouvoir n'a plus que 150 députés sur 300…

Rester membre? De quoi?

De l'Eurozone ? Pour éviter un défaut de paiement

-Elle est évoquée par des partis d'opposition et certains économistes

-des intérêts qui spéculent contre l'euro la soutiennent

-des partis grecs et des mouvements d'opposition aussi

-devant le risque politique de rejet des plans d'austérité la menace est utilisée pour raisonner l'électorat grec, par les partis grecs qui les soutiennent et est reprise en Europe de Mars à Juin et plusieurs scénarios circulent sur comment elle pourrait être organisée

-Elle reste une hypothèse sérieuse en Allemagne, jusqu'en Août

-Les risques géopolitiques (plus que financiers) d'une telle option conduisent les responsables européens à abandonner l'idée fin Août (du moins provisoirement – jusqu'aux élections allemandes)

-En Grèce suite à l'annonce d'un nouveau plan d'austérité l'éventualité effraye moins même si elle reste tabou tant pour le gouvernement que pour le principal parti d'opposition (SYRIZA)

De l'Europe? Pour éviter de faire appel à d'autres pays

•Pour le moment envisagée que par le PC grec et l'extrême droite

Pour la Grèce: Rester membre?

Quel est le prix? Pour qui?

Le prix fort a déjà été payé par la majorité de la population

- Les retraités
- Les fonctionnaires
- Les chômeurs
- Les jeunes

La récession a ajouté à ceux là les petits entrepreneurs

Les dernières mesures fiscales ajoutent les classes moyennes (<50.000 euros de revenus annuels)

<u>Ceux là n'ont plus de marge pour accepter un prix en plus</u>

N'ont pas ou peu été affectés

- Les revenus élevés (>50000 euros) et les grandes fortunes
- Les gros fraudeurs du fisc et ceux proches du pouvoir

<u>Ceux là ont encore des marges. Mais sont ils prêts à payer?</u>

Pour la Grèce: Rester membre?

Y-a-t-il un prix en plus?

La dette grecque n'est pas soutenable en l'état actuel

Les hypothèses retenues pour la faire paraitre soutenable ne sont pas réalistes (reprise en 2014 et croissance après; excédent budgétaire de 4,5% sur plus de 20 ans après)

Le 2nd PSI induit des besoins nouveaux (il concerne à plus de 50% les banques grecques qui devront être recapitalisées).

Les nouvelles mesures votées provoqueront une récession, une fois de plus sous-estimée: **les objectifs de recettes ne seront pas tenus**

Tout cela provoquera des mesures nouvelles (notamment déclenchées par les mécanismes de réajustement automatique)

En plus de celles repoussées à Mars 2013 (5 Mrds) et après…

Pour la Grèce: Rester membre?

Comment payer ce prix en plus?

<u>Le prix à payer en plus est</u>:

-celui des mesures de réajustement automatique,

-celui des mesures supplémentaires non encore décidées

Il n'est politiquement et socialement acceptable que si

- **il est exclusivement supporté par ceux épargnés**
- ceux bénéficiant de rémunérations occultes (enveloppes…)
- les gros fraudeurs et gros débiteurs de l'état (peu inquiétés)
- les détenteurs de revenus exclus de taxe (armateurs, église)
- les contribuables déclarant de gros revenus (IR passé de 45% à 40%)
- **il provient de privatisations incontestables**
- Le risque de spoliation est énorme (braderie, vu l'état de l'économie)
- Certaines auront des effets indirects importants (services publics)
- Certaines (gisements de gaz) pourraient pousser à une sortie volontaire de l'Euro…

Garder la Grèce, comme membre?

Pourquoi payer?

Au vu du prix déjà payé par la Grèce le prix payé par l'Europe est faible:

-Des prêts importants mais à des taux supérieurs à ceux auxquels la plupart des états empruntent (même après la réduction des taux récemment décidée)

-Des pertes pour certaines banques (PSI) mais limitées (obligations rachetées par les banques centrales avant le PSI) et inférieures à celles des banques et caisses de retraites grecques

Par contre le prix à payer si la Grèce fait défaut et sort de l'Euro est élevé et surtout comprend des risques indirects encore plus élevés.

Ne rien payer coûtera aussi cher que payer trop…

Garder la Grèce, comme membre?

Ne rien payer?

Cela impliquera que la Grèce fasse défaut, à terme, du fait d'une dette insoutenable et de marges pour payer plus insuffisantes.

Outre les pertes directes (partie non remboursée suite à un défaut) il faut prévoir que:

- la Grèce ne pourra plus acheter plus qu'elle n'exporte: les importations grecques seront réduites considérablement
- d'autres intérêts profitent financièrement (spéculation contre l'euro), ou politiquement de ce refus
- d'autres pays suivent, multipliant les effets du défaut grec
- La Grèce a peut-être du gaz (à défaut de pétrole…)

Par contre toute concession excessive coûtera cher: les autres pays en difficulté demanderont des concessions équivalentes et la Grèce pourrait relâcher ses efforts et payer encore moins

Garder la Grèce, comme membre?

Le prix / deal raisonnable

- Une restructuration efficace de la dette grecque
- Des taux d'intérêts moins élevés
- Un moratoire d'intérêts et de remboursement
- Des hausses de salaires dans les pays excédentaires
- Des investissements pour réorienter et relancer l'économie

VS

- Des actions pour combattre la fraude fiscale
- Des pressions pour combattre la corruption et la bureaucratie
- Une valorisation honnête des ressources et biens publics

Si l'Allemagne veut…après les élections allemandes

Garder la Grèce, comme membre?

Et si l'Allemagne payait?

- Car enfin: qui doit à qui dans cet histoire?
- Or de la Banque de Grèce
- Emprunt obligatoire
- Réparations
- Il y en a pour entre 150 et 650 milliards….

Si l'Allemagne veut…après les élections allemandes

Enjeux et perspectives derrière la solution du « cas grec »

Une Europe qui éclate, proie des nationalismes?

•Nationalismes du Sud contre nationalismes du Nord

•Abandon de l'euro - Rétablissement des frontières

•Organiser la divergence – Exacerber la concurrence

Un empire européen avec en son sein des pays vassaux ?

-Produire plus dans le Sud, à bas prix, en relocalisant des productions délocalisées hors d'Europe

-Inciter les jeunes à émigrer vers le Nord

-Prendre le contrôle des ressources des pays du Sud

-Combattre toute idée de convergence et solidarité

Une Europe démocratique, fédérale, intégrée et solidaire?

•Des politiques de convergence et de consensus

•Réduction des déficits, mutualisation partielle des dettes

Questionnements sur l'ampleur des ajustements à faire, ailleurs aussi…

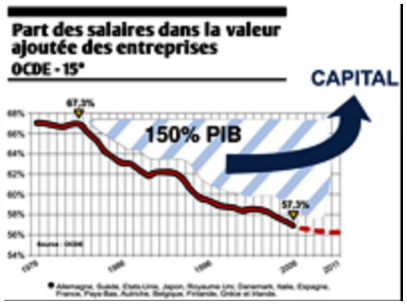
CONSEQUENCEDE L' OBJECTIF DE 60%				DE 2011 A 2030…		
	EXCEDENT A DEGAGER de 2011-2030 PAR AN pour ramener ses dettes à 60%		COUT VIEILLISEMENT de 2011-2030 PAR AN	**EXCEDENT A DEGAGER /AN** pour payer vieillissement et ramener ses dettes à 60%..		% des dépenses publiques pour retraites
	% des recettes	**% du PIB**	**% du PIB**	**% des recettes**	**% du PIB**	**% du PIB**
Italie	12,15%	5,6%	-1,0%	9,43%	4,60%	13,00%
France	11,42%	5,80%	1,60%	14,07%	7,40%	12,80%
Portugal	13,87%	6,20%	4,20%	24,13%	10,40%	12,40%
Grèce	25,67%	10,50%	3,40%	31,31%	13,90%	12,10%
Autriche	3,75%	1,80%	4,20%	12,16%	5,90%	11,20%
Espagne	29,86%	10,60%	2,10%	27,82%	10,10%	10,20%
Tchequie	5,21%	2,10%	0,60%	6,55%	2,70%	9,80%
Finlande	-2,60%	-1,40%	4,60%	5,90%	3,20%	9,80%
Belgique	10,53%	5,20%	4,80%	19,88%	10,10%	9,60%
Allemagne	2,02%	0,90%	2,00%	6,76%	3%	9,20%
Irlande	33,43%	11,40%	1,50%	37,07%	12,90%	8,10%

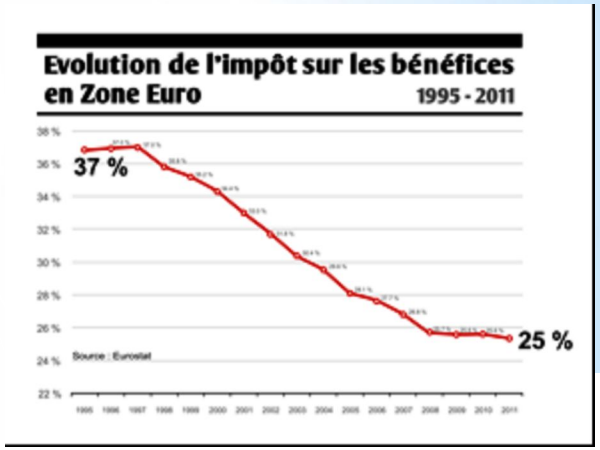
Source: Rapport du FMI d'Octobre 2012…

Les nouveaux déséquilibres induits par les choix actuels: inévitables?

AUGMENTER LES RECETTES ou DIMINUER LES DÉPENSES?	RECETTES DES ETATS		POLITIQUES D'AUSTERITE (actuelles)			POLITIQUES DE CONVERGENCE vers le haut			
	Recettes actuelles	A TROUVER % PIB	Recettes 2017	Augmentation des Recettes	Réduction Dépenses	Recettes 2017	Augmentation des Recettes	Dépenses 2017	Réduction Dépenses
				% des recettes	% des recettes		% des recettes		% des recettes
Italie	46,1	4,60%	49,00%	6,29%	3,69%	50,7%	9,98%	50,70%	0,00%
France	50,8	7,40%	52,70%	3,74%	10,83%	53,9%	6,10%	58,20%	8,46%
Portugal	44,7	10,40%	42,20%	-5,59%	28,86%	53,9%	20,58%	55,10%	2,68%
Grèce	40,9	13,90%	41,40%	1,22%	32,76%	53,9%	31,78%	54,80%	2,20%
Autriche	48	5,90%	48,50%	1,04%	11,25%	53,9%	12,29%	53,90%	0,00%
Espagne	35,5	10,10%	36,80%	3,66%	24,79%	45,6%	28,45%	45,60%	0,00%
Tchequie	40,3	2,70%	41,40%	2,73%	3,97%	43,0%	6,70%	43,00%	0,00%
Finlande	53,9	3,20%	54,50%	1,11%	4,82%	53,9%	0,00%	57,10%	5,94%
Belgique	49,4	10,10%	51,00%	3,24%	17,21%	53,9%	9,11%	59,50%	11,34%
Allemagne	44,5	3,00%	44,10%	-0,90%	7,64%	47,5%	6,74%	47,50%	0,00%
Irlande	34,1	12,90%	34,10%	0,00%	37,83%	47,0%	37,83%	47,00%	0,00%
Ecart Min - Max	**19,80**		**20,40**			**6,90**			
Max % du min	58,06%		60%			16,0%			

Pour mémoire: **débats nécessaires sur baisse des recettes, performances...**





Une économie plus écologique pourrait créer 6 millions d'emplois

La Tribune 23 février 2011

Un objectif de réduction des gaz à effet de serre plus ambitieux de la part de l'Union européenne pourrait créer des emplois et doper la croissance et non la ralentir selon une étude allemande publiée lundi.

Passer d'un objectif de baisse de 20 % de réduction des gaz à effet de serre (par rapport aux émissions de 1990) à un objectif de 30 % d'ici à 2020 pourrait créer 6 millions d'emplois.

ÉCONOMIE

LA BATAILLE DES 32 HEURES S'OUVRE EN ALLEMAGNE

Le syndicat IG-Metall réclame une réduction radicale du temps de travail.

		2000	2010	Solde
France	Temps plein	19.838.000	21.834.000	+ 1.996.000 emplois temps PLEIN
	Temps partiel	3.285.000	3.428.000	143.000 temps partiel
Allemagne	Temps plein	29.938.000	30.330.000	+ 392.000 emplois à temps plein
	Temps partiel	6.386.000	8.409.000	+ 2.023.000 temps partiel

Source OCDE 2011

Conclusion: derrière et par delà l'ajustement des déséquilibres…

Face à la crise actuelle, le débat citoyen, au niveau européen, n'a pas eu lieu

Ce débat les citoyens européens doivent l'exiger si on veut

- Rétablir le primat du politique et de la démocratie sur les marchés et la technocratie
- Permettre aux citoyens de choisir entre Démocratie et Ploutocratie
- Rétablir les notions de Collectivité et de Société dans les choix Citoyens
- Rétablir des valeurs au niveau national et européen: solidarité, consensus…

De la réponse que collectivement, au niveau européen, les citoyens apporteront dépendra le choix de l'avenir de l'UE qui est simple:

UE: Eclatement ou Refondation?

Il y a urgence de donner ce choix aux citoyens!

Propositions Hessel pour l'Europe

I WANT MY DEMOCRACY BACK!

-Que le prochain parlement européen s'érige en Constituante

-Qu'une vraie Constitution soit proposée pour refonder démocratiquement l'Europe pour affronter la crise et les défis futurs

I WANT SOCIAL PROGRESS BACK!

-Qu'un Pacte Social soit conclu entre citoyens européens afin que sous prétexte de crise tout l'édifice social européen ne soit pas détruit mais au contraire consolidé

Pour refonder une Europe démocratique et solidaire, rétablir la démocratie et la justice sociale, arracher les citoyens de la tutelle des marchés et des intérêts financiers

Pour permettre enfin, dans le consensus, d'affronter les grands défis écologiques, sociaux, économiques et politique de notre temps

Merci de votre attention